



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/178  
10 mai 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
Point 114 c) de la liste préliminaire\*

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : SITUATIONS  
RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES  
RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX

Lettre datée du 9 mai 1995, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Croatie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du deuxième appel lancé à l'Organisation des Nations Unies par l'Association des Croates du nord-ouest de la Bosnie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquantième session de l'Assemblée générale, au titre du point 114 c) de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mario NOBILO

---

\* A/50/50.

95-14187 (F) 160595 160595

\*9514187\*

/...

Annexe

DEUXIÈME APPEL DE L'ASSOCIATION DES CROATES DU NORD-OUEST  
DE LA BOSNIE À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

À la mi-janvier de cette année, nous avons lancé auprès de nos concitoyens l'"Action en faveur de Banja Luka" pour qu'il soit mis fin au génocide perpétré contre la population non serbe de Banja Luka, qu'il s'agisse d'attaques contre des particuliers ou contre des groupes.

À la fin de février 1995, nous nous sommes adressés à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale.

Au cours des quatre dernières années, les faits suivants ont été recensés dans la zone de Banja Luka :

- Quatre prêtres catholiques et plus de 400 civils de religion catholique ont été assassinés chez eux;
- Trente-sept églises ont été détruites ou incendiées;
- Des milliers de Croates, de Musulmans, de Roms, d'Ukrainiens et de membres d'autres communautés ont été emmenés de force sur les lignes de front;
- D'innombrables maisons ont été détruites, pillées ou confisquées;
- La population non serbe a été privée de tous ses droits civils.

Tous les représentants des Nations Unies et des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, nationales aussi bien qu'internationales, estiment que la communauté internationale se doit de réagir face à la situation qui règne à Banja Luka.

À la suite des événements récents en Croatie, la situation des Croates catholiques de Banja Luka s'est brutalement détériorée.

Les 6 et 7 mai 1995, le monastère franciscain et l'église de Petričevac ont été complètement détruits par des explosifs. Le doyen de la communauté, le père Alojzije Atlija, qui était malade et alité, a trouvé la mort lors de l'attentat. Les neuf religieuses catholiques qui étaient encore dans les couvents de Bosanski Aleksandrovac et de Topola ont été expulsées. Les médias locaux poursuivent leur campagne d'incitation à la haine.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), 4 654 Serbes de Slavonie occidentale (République de Croatie) ont franchi la frontière pour s'installer dans la zone de Banja Luka; dans le même temps, la population non serbe de Banja Luka fait constamment l'objet de menaces, qui peuvent à tout moment dégénérer en une vague de violence.

En quatre ans, les autorités serbes locales ne sont jamais intervenues lorsque des actes de violence ont été commis contre des non-Serbes, ni pour identifier les coupables, ni pour protéger les personnes et leurs biens.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le CICR sont les seules organisations internationales à être représentées dans la zone de Banja Luka de façon permanente. Jusqu'à présent, le Rapporteur spécial que la Commission des droits de l'homme de l'ONU a chargé d'enquêter sur la situation dans le territoire de l'ex-Yougoslavie, M. Tadeusz Mazowiecki, n'a pas encore pu se rendre dans la zone de Banja Luka, dont l'accès a aussi été refusé au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yasushi Akashi.

À l'heure où le monde célèbre le cinquantième anniversaire de la victoire sur le fascisme, nous vivons, du simple fait de notre religion et de notre nationalité, sous le règne de la terreur absolue. Nous sommes coupés du monde, sans espoir que quelqu'un vienne à notre secours, alors que nous sommes brutalisés, que nos enfants et nos parents sont tués et que nos prêtres et nos religieuses, tout comme les autres non-Serbes, sont contraints à la fuite. Nous sommes incapables de défendre nos maisons et nos églises. Nous sommes enfermés dans des camps, chassés de nos foyers, privés de tous nos droits civils, impuissants face à la violence. Notre lot quotidien, c'est la haine, la menace, la persécution, la torture et le meurtre, alors que nous vivons dans une zone qui n'a jamais connu d'opérations militaires.

Nous acceptons que des citoyens d'un autre État viennent s'installer chez nous, si cela peut contribuer à la paix et au respect des droits de l'homme. Ce que, par contre, nous ne pouvons tolérer c'est que l'ONU fasse venir des ressortissants d'un autre État à Banja Luka, où ils sont considérés comme des résidents à part entière, alors même que les autorités locales nous forcent à partir. Nous nous félicitons que l'ONU, les journalistes étrangers et d'autres représentants de la communauté internationale s'inquiètent du sort de la population civile de Slavonie occidentale, mais nous ne pouvons accepter que cet intérêt serve de paravent aux tueries, aux exactions, aux persécutions, aux pillages et à la campagne de haine dont nous sommes victimes.

En ce mois qui marque le cinquantième anniversaire de la victoire sur le fascisme, nous demandons aux Juifs qui honorent la mémoire de leurs morts, à l'ONU, qui se dit attachée à la Charte et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, à tous les chrétiens qui croient en Dieu et à tous ceux qui sont convaincus que le bien finira par triompher, de faire en sorte que les représentants de l'ONU puissent immédiatement avoir accès à Banja Luka et garantir ainsi à toutes les populations de la région – Serbes, Bosniaques, Croates et autres – que leurs droits fondamentaux seront dorénavant respectés.

Que l'on autorise les journalistes étrangers à venir à Banja Luka pour témoigner, comme ils le font en Slavonie occidentale! Que des diplomates et des représentants d'organisations humanitaires internationales y viennent aussi, dans le cadre de missions d'établissement des faits, et puissent ainsi porter secours aux habitants de la région!

Le monde reste aveugle et sourd aux souffrances indicibles que nous endurons. L'Europe, et toute la planète avec elle, refuse de reconnaître notre

existence. Nous en appelons à tous ceux qui souffrent, aux Juifs, aux Roms, aux malades, aux croyants, et à la mémoire de ceux qui ont péri dans les camps de concentration nazis et staliniens. La victoire finale n'est pas acquise. Nous sommes encore en vie, mais nous sommes presque au bout de nos forces. Nous sommes réduits à une parcelle d'humanité, écrasée par le malheur, la faiblesse et la honte.

On s'acharne par tous les moyens à étouffer en nous le moindre souffle de vie, à nous imposer une culture de mort. Mais nous résisterons aussi longtemps que nous le pourrons, nous obtenant à porter haut le flambeau de la survie, de la tolérance, de la solidarité et de la dignité humaine. Dans l'Europe d'aujourd'hui, le sort de Banja Luka déterminera si la victoire remportée il y a 50 ans n'était qu'une victoire militaire parmi d'autres ou si elle marquait la volonté d'en finir à tout jamais avec la tyrannie totalitaire.

M. Boutros-Ghali et ses collaborateurs à l'ONU, M. Clinton et les autres chefs d'État, M. Sommaruga et les autres responsables d'organisations humanitaires, dites-nous donc :

Sommes-nous encore en droit d'espérer?

Pouvons-nous encore prétendre au statut d'êtres humains?

Entendrez-vous notre appel?

Aidez-nous, nous vous en conjurons!

-----